

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 11/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE**

Rue Antoine Becquerel - CS 17216  
11100 Narbonne

Références : UID11/66-C3-2024-188  
Code AIOT : 0006606318

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE implanté LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE

- LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne
- Code AIOT : 0006606318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Lambert IV exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée est une installation de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des ménages ou des entreprises de l'Aude et des départements limitrophes.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Suites inspection octobre 2022– Dispositif de contrôle video	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Suites inspection octobre 2022– Dispositif de contrôle video	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	Demande d'action corrective	3 mois
8	Suites inspection octobre 2022– Conditions de l'élimination	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	Demande d'action corrective	3 mois
9	Suites inspection octobre 2022– Conditions de l'élimination	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	Demande d'action corrective	3 mois
11	Suites inspection octobre 2022– Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Suites inspection octobre 2022– Traitement	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des lixiviats			
13	Suites inspection octobre 2022– Collecte et stockage des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
18	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites inspection octobre 2022– Radioactivité	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.6.2	Sans objet
2	Suites inspection octobre 2022– Incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.3	Sans objet
3	Suites inspection octobre 2022– Canalisation biogaz	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.3	Sans objet
5	Suites inspection octobre 2022– Dispositif de contrôle video	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	Sans objet
7	Suites inspection octobre 2022–	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Conditions de l'élimination		
10	Suites inspection octobre 2022– Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
14	Suites inspection octobre 2022– Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.2.4	Sans objet
15	Suites inspection octobre 2022– Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.3.7.3	Sans objet
16	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Sans objet
17	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
20	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
21	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
22	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
23	Ré-examen IED	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 64	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultats de la visite, 8 faits non conformes ont été relevés et 15 faits conformes ont été constatés. Les faits non conformes entraînent la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure concernant l'enregistrement vidéo des déchargements de déchets et la demande d'actions correctives concernant notamment la mesure des hauteurs de lixiviats dans les casiers, les justificatifs de respect des obligations de tri par les apporteurs.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspection octobre 2022– Radioactivité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.6.2

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire étanche
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'article 8.7.6.1. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchets(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination. L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 Sv/h. La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée. Le radiamètre portable doit également fait l'objet d'une vérification annuelle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant a transmis les photos attestant de la réception des barrières métalliques avec une signalétique adaptée. Au niveau du bassin de stockage des lixiviats, l'exploitant a transmis une photo attestant de la mise en place de chaîne pour signaler la zone et une commande de panneau a été réalisée.</p> <p>L'inspection a constaté pendant la visite d'inspection la présence de la signalétique au niveau du bassin de stockage des lixiviats.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Suites inspection octobre 2022– Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnement sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'établissement doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur relatif au débroussaillage des installations. L'établissement doit disposer également de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après : - A proximité des locaux situés à l'accueil soit un poteau d'incendie normalisé NFS 61-213 d'un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures à une pression résiduelle de 1 bar minimum, soit une bache incendie de 120 m<sup>3</sup> de manière à permettre des performances équivalentes. - Les bassins d'eau seront équipés d'aires d'aspiration permettant la mise en place des moyens mobiles de lutte contre l'incendie (aire de dimension 8 X 4 m avec prise d'eau de diamètre 100 mm). - Le site disposera d'une piste (DFCI de catégorie 3) sur la totalité de son périmètre d'exploitation à l'intérieur de l'enceinte du site équipée de trois portails judicieusement répartis permettant l'accès au massif situé sur la partie nord-ouest de l'établissement.- Les pistes intérieures au centre de stockage devront être entretenues en permanence, notamment la piste menant à l'accès de la zone de stockage sud-ouest en provenance de l'accès au site. Ces pistes répondent aux caractéristiques d'une piste (DFCI de catégorie 3). - des extincteurs en nombre et en qualité adapté aux risques, doivent être</p>

judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des modules de la plateforme de valorisation du biogaz, des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

**Constats :**

Lors de la visite du site d'octobre 2022, l'inspection avait constaté l'absence d'extincteur au niveau de la torchère et à proximité de la zone de déchargement.

Par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant a transmis les bons de commande de 3 nouveaux extincteurs qui seront respectivement placés au niveau de la torchère, de la plateforme de valorisation, du quai de vidage.

L'inspection a constaté la présence des extincteurs pendant la visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Suites inspection octobre 2022– Canalisation biogaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Canalisation biogaz

**Prescription contrôlée :**

Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

**Constats :**

Lors de la visite d'octobre 2022, il a été demandé à l'exploitant de transmettre les photos attestant de la mise en place des étiquettes sur l'ensemble des collectes de biogaz et de justifier la protection des canalisations contre les agressions extérieures.

Par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant a transmis les photos attestant de la mise en place d'une signalisation sur les collectes de biogaz et la sécurisation des canalisations en les déplaçant ou en mettant en place des blocs.

L'inspection a constaté la mise en place d'une signalisation sur les collectes de biogaz et de la sécurisation des canalisations pendant la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Suites inspection octobre 2022– Dispositif de contrôle video**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est

déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'octobre 2022, il a été constaté la présence de 3 caméras sur le site, fonctionnant grâce à un système de prises de photo réalisées toutes les 3 minutes. La fréquence de prise de vue n'est pas similaire à celle d'un flux vidéo lors des périodes de déchargements de déchets, l'inspection a demandé à l'exploitant de commander un système de caméra vidéo afin de remplacer ce système.</p> <p>Par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant a transmis le bon de commande de l'installation.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de caméras permettant de filmer le déchargement, le système n'a pas été modifié, ainsi il y a toujours un système de prises de photos.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 5 : Suites inspection octobre 2022– Dispositif de contrôle video**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo. La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'octobre 2022, l'exploitant n'a pas pu justifier la réalisation de la consultation du comité social et économique (CSE) de l'installation sur l'installation des caméras.</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier du 20 décembre 2022, les éléments justifiant de l'information du personnel et de la consultation du CSE.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Suites inspection octobre 2022– Dispositif de contrôle video**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite précédente, il a été constaté l'indisponibilité d'une caméra sur 6 jours consécutifs. L'exploitant a présenté le registre pendant l'inspection, il a été constaté l'indisponibilité du dispositif sur 11 jours, des actions correctives doivent être mises en place par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Suites inspection octobre 2022– Conditions de l'élimination**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de caractérisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après : 1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ; 2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...] [...] IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un</p>

rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

**Constats :**

Lors de la visite d'octobre 2022, l'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des rapports de caractérisation pour les déchets concernés par l'article susvisé.

Par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant a indiqué que les rapports de caractérisation ont été demandés à l'ensemble des clients et sont en cours de réception, il nous alerte sur les difficultés des clients à transmettre les éléments.

L'exploitant nous présente les modalités de réalisation des CAP : certificats d'acceptation préalable, un rapport de caractérisation doit être fourni par le producteur.

L'exploitant a présenté le rapport de caractérisation de la société SUDECO, celui-ci pourrait être amélioré car la majorité des déchets sont comptabilisés dans la case : Autres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Suites inspection octobre 2022– Conditions de l'élimination**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Attestation de tri

**Prescription contrôlée :**

I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection d'octobre 2022, il a été constaté que la description des éléments démontrant le respect des obligations de tri est pré-rempli par l'exploitant de l'ISDND.

<p>L'inspection a indiqué qu'il serait opportun de demander aux producteurs de déchets de transmettre les éléments justificatifs comme les consignes de tri, le nombre de bennes mises en place...</p> <p>Le CAP de l'entreprise SUDECO indique que l'exploitant respecte les obligations de tri mais ne décrit pas les éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'exploitant doit disposer de ces éléments pour l'ensemble des CAP des producteurs de déchets non dangereux non pris en charge par le service public local.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Suites inspection octobre 2022– Conditions de l'élimination**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestation de tri
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées. Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur : 1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique, 2° Les papiers graphiques ; 3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles. 7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'octobre 2022, il a été constaté que l'ensemble des CAP des collectivités ne contenaient pas les justificatifs de mise en place de tri.</p> <p>L'exploitant a présenté les justificatifs du COVALDEM et du Grand Narbonne, les éléments transmis pour le Grand Narbonne ne sont pas suffisants et les justificatifs du COVALDEM ne</p>

justifient pas de la mise en place du tri à la source des biodéchets. Les documents doivent être complétés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Suites inspection octobre 2022– Traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets entrants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'octobre 2022, l'inspection a constaté par sondage l'absence du numéro SIRET du producteur initial du déchet.</p>

<p>Par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir mis en place une campagne de "siretisation" du registre.</p> <p>Le registre interne présenté par l'exploitant ne comporte pas l'ensemble des numéros SIRET, cependant les informations transmises au registre national des déchets, terres excavées et sédiments sont complètes, le numéro SIRET est bien présent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Suites inspection octobre 2022– Traçabilité des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.3.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédures d'acceptation préalable</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets non visés à l'article précédent sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : • la caractérisation de base, • la vérification de la conformité. Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie au point 1 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND. Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Elle est définie au point 2 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND. Par ailleurs, le producteur du déchet devra produire une attestation justifiant pour les déchets non dangereux résiduels, d'une opération préalable de collecte sélective ou de tri en vue d'une valorisation matière ou énergétique. Cette attestation sera renouvelée annuellement. Un déchet n'est admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND. Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le CAP des refus de tri issus du centre de tri de DEMETER a été consulté ainsi que le déchargement enregistré par le dispositif de surveillance.</p> <p>Le déchargement n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection, le CAP indique qu'il s'agit d'ordures ménagères et qu'il ne nécessite pas de caractérisation, ce point doit être justifié par l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 12 : Suites inspection octobre 2022– Traitement des lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des boues issues du traitement des lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les boues issues du traitement des lixiviats sont admissibles dans les casiers de l'installation uniquement dans le cas où elles sont non dangereuses.AM 15/02/2016-Art 3 : Les déchets suivants ne sont pas autorisés à être stockés dans une installation de stockage de déchets non dangereux :- les déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues et des lixiviats injectés dans des casiers exploités en mode bioréacteur) ou dont la siccité est inférieure à 30 %. Dans le cas d'une part des installations de stockage mono-déchets et d'autre part des installations de stockage de déchets non dangereux de Mayotte, cette valeur limite peut être revue par le préfet, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement fournie par l'exploitant ;
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'octobre 2022, il a été relevé que les boues de traitement des lixiviats sont éliminées dans le casier de l'ISDND. L'inspection rappelle que les déchets dont la siccité est inférieure à 30% ne sont pas autorisés à être stockés dans une installation de stockage de déchets non dangereux conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, et a demandé à l'exploitant de justifier que les boues issues du traitement des lixiviats ont une siccité supérieure à 30%.  Par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant a transmis les éléments attestant du caractère non dangereux des boues prélevées en 2017.  L'inspection demande à l'exploitant de caractériser les boues de l'année 2024 afin de s'assurer du caractère non dangereux de celles-ci et de justifier que les boues issues du traitement des lixiviats ont une siccité supérieure à 30%.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 13 : Suites inspection octobre 2022– Collecte et stockage des lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. Le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 3.2.2, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la

couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. [...] Le bassin de stockage des lixiviats doit disposer d'un volume minimal de 2 440 m<sup>3</sup>, il est étanche et résistant aux substances contenues dans les lixiviats. Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa.[...] Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants : • une bouée ; • une échelle par bassin ; • une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviats pour prévenir tout débordement. Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe I de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux ISDND. [...]

**Constats :**

Lors de la visite d'octobre 2022, il a été constaté que la hauteur des lixiviats dans les casiers est supérieure à 30 cm.

Par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant indique la mise en place d'une pompe au niveau du point bas du casier.

L'exploitant a présenté le tableau de suivi, la hauteur de lixiviats est inférieure à 30 cm pour le casier 1 (dernier relevé le 08/03/2024) mais n'est pas mesurée pour le casier 2. Le suivi doit être mis en place pour le casier 2.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 14 : Suites inspection octobre 2022– Eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux externes

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents liquides sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.[...]

**Constats :**

Lors de la visite d'octobre 2022, il a été constaté la présence d'ordures ménagères dans le réseau de collecte des eaux externes, le réseau de collecte doit être nettoyé afin d'éviter une pollution des eaux externes et de permettre la bonne collecte des eaux de ruissellement.

Par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir réalisé une campagne de nettoyage (photo justificative) et commandé des filets anti-envols afin d'éviter la présence de déchets dans le réseau de collecte des eaux externes.

Pendant la visite, il n'a pas été constaté de déchets dans le réseau de collecte des eaux externes, par contre il a été constaté de nombreux envols au niveau de la plateforme de valorisation de biogaz. L'exploitant a indiqué mettre en place des campagnes de ramassage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Suites inspection octobre 2022– Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.3.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de voirie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les voiries d'accès à l'ISDND et parking seront imperméabilisées. Les eaux de ruissellement des voiries seront drainées gravitairement et collectées pour rejoindre un séparateur d'hydrocarbure avant le réseau des eaux de ruissellement internes, ainsi que le bassin de stockage d'eau pluviale de l'ISDND. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures des déchets détruits ou retraités sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'octobre 2022, l'exploitant a indiqué que les eaux issues du curage des séparateurs d'hydrocarbures sont traitées dans l'installation de traitement des lixiviats. L'inspection a demandé à l'exploitant de traiter les déchets issus du curage des séparateurs d'hydrocarbures dans des installations autorisées pour le traitement de déchets d'hydrocarbures, dans l'attente de la transmission de justificatifs permettant d'autoriser leur traitement dans l'ISDND.</p> <p>Par courrier du 20 décembre 2022, l'exploitant a indiqué que les déchets issus de la nouvelle campagne de nettoyage des séparateurs d'hydrocarbure seront traités en dehors du site.</p> <p>Le jour de la visite l'exploitant a transmis les éléments attestant de la réalisation du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures en janvier 2024 et du traitement dans une entreprise extérieure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les</p>



négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

#### **Constats :**

L'inspection a consulté le registre national des déchets, terres excavées et sédiments, pour le mois de mars, l'exploitant a transmis l'ensemble des données.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 17 : Liste des substances PFAS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la

date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté la liste des PFAS susceptibles d'être présents dans son installation. L'ensemble des PFAS, listé à l'article 3 de l'AM du 20/06/2023, est susceptible d'être présent, étant donné l'activité de stockage de déchets non dangereux réalisé sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Réalisation des campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé les 3 campagnes sur les effluents listés ci-dessous : - lixiviats bruts - lixiviats traités - eaux pluviales  La première campagne a été réalisée le 30 janvier, les autres ont été réalisées le 4 mars 2024 et le 2 avril 2024. L'exploitant a présenté les justificatifs de la réalisation des 3 campagnes pour les eaux pluviales, et les lixiviats bruts mais uniquement de deux campagnes pour les lixiviats traités.  L'exploitant a réalisé les analyses sur l'ensemble des points de rejet du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection la justification de la réalisation des analyses sur les lixiviats traités pour le mois de mars 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 19 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  Les eaux ont été prélevées par le laboratoire CERECO situé dans le Gard et analysées par le laboratoire AGROLAB situé aux Pays-Bas.  L'inspection demande à l'exploitant de justifier que le laboratoire AGROLAB est accrédité par le COFRAC ou par un autre organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 20 : Exigences pour le prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
<b>Constats :</b>  Le rapport d'analyse du 28 février 2024 concernant la campagne du 30 janvier 2024, précise que les eaux pluviales et les lixiviats bruts ont fait l'objet d'un prélèvement ponctuel tandis que les lixiviats traités ont fait l'objet d'un prélèvement sur 24h.  Ces éléments n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Précisions des mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
<b>Constats :</b>  Le rapport du laboratoire en date du 28 février, relatif à la première campagne d'analyses, ne précise pas les limites de quantification lorsque celle-ci est dépassée, pour le paramètre AOF, la concentration présente dans l'échantillon est de 3,6µg/L pour les lixiviats traités. La limite de quantification pour chacune des substances PFAS est inférieure à la limite de quantification de l'arrêté ministériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 22 : Déclaration des résultats GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré sous GIDAF les résultats de la première campagne du 31 janvier 2024, les autres résultats n'ont pas encore été reçus par l'exploitant. Dès réception des rapports, l'exploitant devra déclarer les résultats sous GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 23 : Ré-examen IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 64
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier de réexamen IED
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les sites dont la rubrique principale est la rubrique 3540 de la nomenclature des installations classées, la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du code de l'environnement est mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la

décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets. Ce réexamen est à réaliser pour l'ensemble des installations présentes sur le site.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le dossier de réexamen le 8 juillet 2022. Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 7 août 2023 modifiant l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, il est demandé à l'exploitant de compléter le dossier en transmettant le récolement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 7 août 2023.

De plus, l'installation de cogénération, conformément à la note déchet du 27 avril 2022 doit être classé au titre de la rubrique 2910-B : "les moteurs, chaudières et turbines brûlant le biogaz produit par une ISDND doivent être classés au titre de la rubrique 2910-B."

Ainsi, l'exploitant complétera le dossier de réexamen en réalisant un récolement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

Ces éléments seront transmis à l'inspection sous un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite